

Journée
mondiale
de la santé

7 avril 2025

Plus que jamais....

Notre santé n'est pas à vendre !



Un BUDGET
de la Sécurité Sociale
Pour sortir de la crise sanitaire
et satisfaire les besoins des
populations

Depuis plusieurs mois, l'actualité fait peser de plus en plus d'hypothèque sur la capacité de l'humanité à garantir le bien-être des populations, notamment par l'accès à la Santé pour toutes et tous :

- Cinq ans après la pandémie du COVID, aucune leçon n'a été tirée : la santé n'est pas préservée du marché et les intérêts financiers sont de plus en plus prioritaires. L'intérêt général, en principe défendu par les pouvoirs démocratiques, n'est plus reconnu comme primordial, seule compte la préservation des acquis des plus riches.

- Alors que la Santé de toutes et tous passe par la Santé de chacun.e, les partis nationalistes d'extrême droite voire de droite nient le droit à la Santé pour les non nationaux. Plutôt que de lutter contre le droit d'asile et les migrants, une Europe solidaire devrait fournir une réponse sanitaire pour toutes et tous, sans aucune exclusive.

- Le personnel et les infrastructures de santé deviennent des cibles militaires, en totale contradiction avec le droit international, notamment à Gaza.
- Trump et les patrons multimilliardaires veulent mettre à genou l'Organisation Mondiale de la Santé et attaquent frontalement les organisations sanitaires et d'aide sociale avec, dans le monde entier, des effets immédiats dramatiques pour les précaires, les femmes et les enfants. Ils engendrent un climat de tension mondiale donnant priorité aux dépenses militaires sur les investissements en Santé, suivis sur ce plan par les dirigeants européens.

- Les conséquences sanitaires du changement climatique et de la dégradation de l'environnement s'aggravent, dans une indifférence grandissante des autorités.

Face à cette situation, nous appelons la population européenne, dans chacun des pays, des régions, des villes, à se mobiliser pour le droit à la Santé physique, mentale et le bien-être social :

- Contre la prédation de la finance, contre l'individualisme et le repli sur soi, contre la numérisation de nos activités et du vivant, contre la marchandisation de nos données de santé
- Pour que la Santé et la Protection sociale ne deviennent pas un service commercial, accessible uniquement à celles et ceux qui en ont les moyens.
- Pour garantir à chacun.e un accès à des soins de santé de qualité, pour que les budgets de la Sécurité Sociale et de la Protection sociale échappent aux politiques de rigueur budgétaire et répondent aux besoins de la population. Pour que l'argent public aille aux services publics.
- Pour que la recherche et la production des médicaments soient considérés comme un service public, au service de la population.
- Pour que les professions de Santé, partout, redeviennent attractives, avec des conditions de travail et de salaire décentes ; pour que la migration du personnel de santé ne se fasse pas au détriment des systèmes de santé du pays d'origine...
- Pour une gestion démocratique d'un système de santé égalitaire et solidaire, centré sur les besoins de tous.tes, plus transparente et participative. Le « Réseau européen : Notre Santé n'est pas à vendre » coordonnera, dans différents pays, des actions autour du 07 avril, Journée européenne de lutte contre la commercialisation de la santé.

Il organisera une Conférence au Parlement européen à Bruxelles le 07 avril : « Pas de Santé publique sans moyens et sans personnel ! Et l'Europe dans tout ça ? ».

Participez aux différentes actions.



En France et en Europe

Un recul historique de l'accès aux soins

Notre système national d'accès aux soins et notre Sécurité Sociale, financés par le travail de tout.e.s par l'intermédiaire d'une cotisation, pourtant capable largement de couvrir nos besoins en santé dans la durée, a été fragilisé et asphyxié. Et cela au terme de décennies d'efforts, dans le cadre d'une politique néolibérale très réfléchie et programmée au niveau européen.

- A cause des déserts médicaux, 7 millions de personnes n'ont pas accès à un médecin traitant, dont 472 000 personnes en affection de longue durée. Les tarifs des mutuelles, les dépassements d'honoraires, les restes à charge explosent, avec pour conséquences que 3 millions de personnes n'ont pas de complémentaire santé et près de 40% de la population renoncent aux soins. Les pénuries de médicaments vitaux se multiplient, alors que les prix des traitements innovants grimpent en flèche, obligeant à limiter le nombre de bénéficiaires.

- Le gouvernement continue à fermer des lits, des maternités de proximité, des services d'urgence, malgré leur saturation et les pénuries révélées par l'épidémie de covid ou de grippe. Les personnels sont épuisés faute d'embauches.

- La protection de l'enfance est sacrifiée. Les jeunes font face à un accès très limité aux soins, faute de moyens et d'insuffisance de prise en charge. A l'autre bout de la vie, les services d'aides et de soins à domicile, les EHPADs sont abandonnés.

- L'hôpital est contraint d'emprunter sur les marchés financiers, source d'une dette qui le mine. La seule charge des intérêts représente plus d'un milliard d'euros par an. L'ensemble du service public de santé est sciemment sous-financé.

- Le non-financement de la prime Ségur menace de nombreuses associations médico-sociales et sociale.

Pourquoi un tel acharnement ? Insidieusement, sans jamais le dire expressément, le but est le développement en France et en Europe de services privés d'accès aux soins, dont le seul objectif est de générer profits et dividendes. Ainsi, à Bagnères de Bigorre, l'installation d'un scanner à l'hôpital public est remise en cause par la concurrence d'un centre privé d'imagerie médicale à trois kilomètres, fragilisant la prise en charge des urgences à l'hôpital. Ailleurs, à l'hôpital de Dourdan, le Centre Périnatal de Proximité a été déplacé pour laisser la place à l'installation d'un service de gynécologie privé PointGyn. Ce sont des exemples concrets de ce qui se passe sur l'ensemble du territoire : un gâchis ! Ce sont les mêmes constatations dans les autres pays européens.

- Le budget de la Sécurité Sociale passé à coups de 49-3 va encore aggraver les difficultés de l'hôpital. Il baisse les remboursements des arrêts maladie de 650 millions d'euros. Il diminue de 10% le salaire des fonctionnaires en arrêt maladie. Il taxe les mutuelles d'un milliard d'euros, ce qui va encore faire payer plus cher les complémentaires, en particulier des plus malades et des plus âgés.

- Il est urgentissime de défendre notre système public d'accès aux soins et l'ensemble de nos services publics.

Pour une gestion démocratique d'un système de santé égalitaire et solidaire, centré sur les besoins de tou.te.s, plus transparente et participative.

Nous voulons :

Une Sécurité Sociale solidaire et universelle, prenant en charge intégralement à 100% les frais de santé et la perte d'autonomie, dans un périmètre étendu et défini selon les besoins de santé des populations, sans aucune condition.

Aujourd'hui nous défendons l'Aide médicale d'Etat contre toutes les attaques et voulons demain une même carte vitale pour toute personne sur le territoire sans discrimination.

Un budget à la hauteur des besoins de santé physique et mentale, de soins, de prévention et d'accompagnement social de l'ensemble de la population.

Le 7 avril journée mondiale de la santé prenons des initiatives, manifestons partout en France notre refus de laisser faire une politique irresponsable qui met en danger notre santé.

Liste des signataires Communiqué 7 avril 2025

Syndicats : Fédération Sud Santé Sociaux, Fédération Syndicale Unitaire, FSU 74, Syndicat de la Médecine Générale, Syndicat National des Infirmier(e)s Conseiller(e)s de Santé-FSU, Syndicat National des Jeunes Médecins Généralistes, Syndicat National Unitaire des Assistants Sociaux de la Fonction Publique-FSU, Union Fédérale Médecins Ingénieurs Cadres et Techniciens-CGT, Union Syndicale de la Psychiatrie, Union Syndicale des Professionnel.le.s des Centres de Santé, Union Syndicale Solidaires, Fédération Syndicale Unitaire Paris, Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social FSU-Ile de France, Sud Santé Sociaux Finistère, Sud Santé Sociaux Nord

Mutuelles : Alternative Mutualiste, Mutuelle Mutami, Mutuelle des Pays de Vaucluse

Associations, collectifs, comités : Association des Médecins Urgentistes de France, ATTAC France, Cerises La Coopérative, CoMéGas, Collectif Inter-Urgences, Collectif national pour les droits des femmes, Conseil National de la Nouvelle Résistance, Convergence nationale des Collectifs de défense et de développement des services publics, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception, Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, Ensembles & Solidaires-UNRPA, Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique, Femmes Égalité, Femmes Solidaires, Fondation Copernic, Médecins du Monde, Médicament Bien Commun, Mouvement de la Paix, Notre Santé en Danger, Organisation de Solidarité Trans, People's Health Movement France, Printemps du Care, Printemps de la Psychiatrie, Résistance Sociale, Victoires Populaires, Act Up Sud-Ouest, Collectif CIVG Tenon, Collectif 37 Notre Santé en Danger, Collectif Santé Chablais (Thonon les Bains 74), Collectif Santé Voironnais, Comité de Défense de l'hôpital de Concarneau, Comité de Défense des Hôpitaux du Nord Essonne, Comité Ivryen pour la Santé et l'Hôpital et Public, Comité de Vigilance des Services publics de Haute-Saône, Coordination de vigilance du GHU H.Mondor/A.Chenevier/ E.Roux/94, Droit au Logement Haute Garonne, L'Esprit Vitry, Gilets jaunes de Paris Sud et Belleville, Planning Familial 94, Santé Pays-Haut (54), collectif droit à la santé du Havre.

Organisations politiques : Ensemble!, Gauche Écosocialiste, Génération.s., La France Insoumise, L'Après, Les Écologistes, Mouvement des Progressistes, Npa l'Anticapitaliste, Parti Communiste Ouvrier de France, Parti de Gauche, Pour une Écologie Solidaire et Sociale, Union Communiste Libertaire

